

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 23, DIM 24, LUN 25, MAR 26 DÉC 78 - N° 817

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

ST NAZAIRE RIPOSTE AUX BRUTALITES POLICIERES 10 000 PERSONNES DANS LA RUE !



Jeudi 21 décembre, Saint-Nazaire 10 000 personnes dans la rue...

Lire en page 4

Face à l'agression soviétique = SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE ÉRYTHRÉEN !



- Depuis le début de l'agression soviétique 13 000 tués ou gravement blessés.

- Des centaines de milliers d'Erythréens, avec leurs enfants, sans abri, en danger de mort.

- Le FPLE lance un appel urgent à la solidarité pour sauver les réfugiés.

Lire l'Appel du FPLE en page 8

BOMBARDEMENTS SIONISTES SUR LE SUD-LIBAN

LA RÉSISTANCE CONTRE- ATTAQUE

Sous prétextes de représailles contre un attentat de la Résistance à Jérusalem, Begin a envoyé mercredi huit bombardiers pilonner plusieurs localités du sud-Liban, en particulier Bourk El Shimali qui abrite près de 10 000 réfugiés palestiniens. Ce raid aurait fait cinq morts et plusieurs dizaines de blessés.

L'OLP a déclaré « Israël ne peut pas justifier ces raids aériens massifs contre des civils. Le crime ne restera pas impuni ». Jeudi, la Résistance contre-attaquait en attaquant aux roquettes le kibboutz de Kyriat Shmoneh. A l'heure des tractations sur Camp David, ces affrontements rappellent la réalité de la politique d'agression sioniste et la réalité de la lutte du peuple palestinien.

Longwy : les sidérurgistes bloquent le C.E.

Jeudi, 2 000 à 3 000 sidérurgistes envahissaient le Comité d'Établissement d'Usinor qui était sensé programmer le chômage partiel, mais aussi la liquidation, et le démantèlement. Le comité qui devait se réunir ce vendredi matin n'a pu se tenir. A l'appel des syndicats CGT et CFDT, 200 sidérurgistes bloquaient l'entrée au directeur. Celui-ci et ses adjoints dépités, indiquaient aux travailleurs l'endroit où sont tenus les calendriers qui programment le chômage partiel. Un syndicaliste répondait qu'ils ne pouvaient être appliqués, le CE ne s'étant pas tenu. Sur ce, un responsable syndical appelait les travailleurs à rejoindre leurs postes de travail comme à l'habitude.

Lire notre reportage
en page 5 :
Après la manifestation du 19

Chine : le mouvement des jeunes instruits à la campagne

Lire en page 6

A nos lecteurs

En raison des fêtes de fin d'année, le Quotidien du Peuple ne paraîtra pas à Paris les lundi 25 décembre et lundi 1^{er} janvier. Nos lecteurs de province ne l'auront donc pas en kiosque le mardi 26 au matin et le mardi 2 janvier au matin. Il paraîtra normalement tous les autres jours.

Une question examinée au 3^e Congrès du PCR ml

LA CRISE POLITIQUE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS : UNE FORME PARTICULIERE DE LA CRISE GENERALE DE L'IMPERIALISME

En étudiant, au moment de la Première Guerre mondiale, la transformation du capitalisme en impérialisme, Lénine définissait en même temps cette ultime étape du capitalisme comme un état de « crise générale ». Cette crise, portée par le développement des 4 grandes contradictions fondamentales qui définissent le monde actuel, touche chaque pays capitaliste de façon différenciée.

Dans le monde, comment se situe l'impérialisme français ?

En tant qu'impérialisme et bien qu'affaibli par ses défaites coloniales, il poursuit une politique de pillage et de domination, parfois d'agression des pays du Tiers Monde et ne maintient dans certains endroits son oppression contre les peuples des pays qu'il pille que par la violence. Combattu et dénoncé par les peuples, il est aussi en butte aux visées concurrentes d'autres impérialismes. La position de supériorité qu'ont acquise les impérialismes américain et russe, les transformant en superpui-

sances rivalisant pour l'hégémonie mondiale, inscrit les manœuvres propres de l'impérialisme français dans une marge d'autant plus étroite. Les pressions politiques, économiques et financières des deux superpuissances et notamment des Etats-Unis ne manquent d'ailleurs pas pour faire renoncer la bourgeoisie française à certaines manifestations ou simples velléités d'indépendance.

Pris entre la volonté d'indépendance, d'affirmation politique du Tiers Monde et la rivalité accrue des deux superpuissances pour dominer le monde entier, l'impérialisme français ne va-t-il pas connaître des difficultés de plus en plus importantes, à tenir ses chasses gardées, à développer les secteurs où il tire les bénéfices les plus considérables ?

Ainsi, la crise générale de l'impérialisme frappe de plein fouet l'impérialisme français.

L'aiguïssement et la convergence des contradictions qui opposent l'impérialisme français aux autres impérialismes aux pays opprimés et à son propre prolétariat placent ainsi la bourgeoisie de notre pays d'une façon particulièrement marquée dans la crise générale de l'impérialisme.

qu'elle met en évidence les ressorts de la politique, qu'elle dévoile les mystifications et détruit les illusions, les phrases et les

fiction, qu'elle montre d'une façon concrète et enfoncée, pour ainsi dire, dans la tête « ce qui est ». (mai 1914).

POURQUOI CETTE CRISE EST-ELLE « NECESSAIREMENT DURABLE » ?

Pourquoi cette crise serait-elle durable ? La bourgeoisie, elle l'a souvent prouvé, ne manque pas de moyens pour se tirer de situations économiques mauvaises, tirant les leçons des luttes du prolétariat. Elle a aussi montré à plusieurs reprises qu'elle était capable de surmonter des crises profondes, de résorber ses propres dissensions. Alors pourquoi ne serait-ce pas le cas de cette crise ? La question mérite attention. Sur quoi se fonde le caractère durable de cette crise ?

Il est nécessaire d'en examiner d'abord les causes, les fondements. L'affirmation des ambitions hégémoniques de l'URSS, rivales de celles de la superpuissance américaine, l'affirmation du Tiers Monde comme force politique, ne sont-elles que des tendances passagères, conjoncturelles ou au contraire sont-elles des traits caractéristiques d'une nouvelle période de la lutte contre l'impérialisme ? De la réponse à cette question dépend, pour une large part, l'appréciation qu'on peut porter sur le caractère durable de cette crise.

Mais la crise générale de l'impérialisme peut prendre des formes différentes, plus ou moins aiguës et sans que la situation internationale change fondamentalement, l'influence des contradictions mondiales sur les rapports de classes en France reste-t-elle nécessairement identique ? Pourquoi la bourgeoisie ne trouverait-elle pas des accommodements ? Il faut d'abord remarquer que les tentatives de réadaptation que peut faire la bourgeoisie française pour préserver ses positions face aux autres impérialismes sont, elles aussi, génératrices de difficultés internes. En effet, si le projet gaulliste « faire de la France la 3^e puissance du monde » avait rassemblé la majeure partie de la bourgeoisie et plus largement réussi à assurer à celle-ci un certain consensus dans le peuple, il ne semble pas que, dans une situation aussi incertaine de l'impérialisme français et face à des contradictions de classes mal maîtrisées, la bourgeoisie ait la possibilité de définir un projet cohérent, capable de répondre à la fois à ses visées impérialistes et à la volonté d'étouffer la lutte de classe.

La crise cependant ne dépend pas que de l'évolution des contradictions mondiales. En France même, la bourgeoisie a-t-elle les moyens de mettre en place de nouvelles alliances de classes, de restaurer celles qui sont ébranlées ?

Question importante. En effet, elle pose le problème des fondements des alliances de classes que met en place la bourgeoisie et de sa capacité d'en changer. Qu'en est-il pour la bourgeoisie française ? L'organisation qu'elle a donnée à la société date pour l'essentiel de la fin du XIX^e siècle. Elle répondait avant tout à une préoccupation : empêcher que le fort potentiel révolutionnaire du prolétariat qui avait profondément ébranlé la domination de la bourgeoisie au moment de la Commune de Paris, se développe. L'exploitation des peuples des colonies et néo-colonies a permis à la bourgeoisie de constituer l'alliance de classes qui lui était nécessaire pour parer à toute tentative révolutionnaire : la formation d'une aristocratie ouvrière, le maintien d'un important secteur de petits paysans, les avantages accordés à la petite bourgeoisie en ont été les principaux piliers. Or, une restriction des profits de l'impérialisme français provoquée par l'aiguïssement des contradictions mondiales signifie nécessairement l'ébranlement de ce système d'alliances. Les salaires, les avantages un peu moins élevés que la bourgeoisie accorde maintenant à une minorité d'ouvriers très qualifiés, autrefois payés grâce aux profits, en sont une preuve. La bourgeoisie a-t-elle les moyens de déporter les coups que lui porte la classe ouvrière, sur les peuples qu'elle opprime dans le monde ? De moins en moins, cette issue apparaît ouverte.

Ainsi, c'est bien dans le caractère durable des grandes transformations apparues dans le monde ces dernières années, dans l'approfondissement de la contestation du révisionnisme par la classe ouvrière que résident les possibilités de développement des contradictions mises à jour par cette crise.

Cela signifie-t-il pour autant que la crise, une fois ouverte, connaît une série d'aggravations successives régulières ? Non, si la crise est irréversiblement ouverte, c'est par la nature, la convergence et le degré d'aiguïssement des contradictions qu'elle met en jeu. C'est donc le rythme propre de développement de chacune de ces contradictions, l'état de leur convergence qui conditionnent le développement de la crise politique. Ainsi, il est naturel de penser que les tendances apparues depuis une dizaine d'années tant dans le monde qu'en France, subiront des à-coups et des reculs momentanés, des phases de stagnation, à côté d'avancées décisives.

POURQUOI EST-CE UNE CRISE POLITIQUE ?

S'il est certain que la crise actuelle participe de la crise générale de l'impérialisme, qu'elle en comporte les principales caractéristiques, quels en sont les aspects qui, de manière plus spécifiques, définissent cette crise ?

Tout d'abord, la situation n'est-elle pas, par bien des côtés, nouvelle ? Limité par les pressions accrues des superpuissances, par la montée du Tiers Monde, l'impérialisme français est-il, dans la même mesure qu'autrefois, capable de s'assurer par son pillage les substantiels profits qui ont permis son maintien depuis le début du siècle ? Et si la bourgeoisie ne peut plus, comme avant, établir grâce à ses surprofits, un système d'alliances de classe suffisamment large et solide, corrompre des couches issues de la classe ouvrière, n'est-ce pas toute la structure interne de la société qui est ainsi compromise, vouée à terme à des ébranlements dont la domination de classe de la bourgeoisie pourrait elle-même être la victime ? N'est-ce pas une base matérielle sur laquelle la bourgeoisie s'est appuyée pendant des dizaines d'années pour développer les idées réformistes, faire pénétrer le révisionnisme, développer son appareil d'encadrement et de domination de la classe ouvrière, qui est ébranlée ? N'est-ce donc pas, à terme, la domination de la bourgeoisie et son principal soutien, le révisionnisme, qui sont sapés dans leurs fondements ?

Ainsi la situation propre de l'impérialisme français tend-elle à mettre particulièrement à jour les contradictions internes de la société française. Affleurant à travers les mouvements de Mai 68, puis apparaissant avec plus de netteté à travers les luttes ouvrières du début des années 70, les puissantes luttes d'O.S., la radicalisation de couches d'O.P. et d'employés, l'opposition, encore partielle et précaire, avec le projet et les méthodes révisionnistes, ces aspects nouveaux des luttes n'étaient-ils pas les signes de transformations profondes, du mûrissement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat, de l'émergence et de l'aiguïssement de contradictions de classe jusque-là étouffées ? Ainsi, sous le poids des contradictions mondiales, ces premières transformations se révèlent dans leur profondeur, dans leur développement potentiel.

Cet aiguïssement, cette convergence des contradictions mondiales dont participe l'impérialisme français avec le mûrissement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat en influant sur l'ensemble des rapports de classe, donnent à la crise actuelle une dimension particulière : celle d'une crise politique. Pas au sens dont la presse et la radio bourgeoises nous ont abreuvés durant les mois précédant les élections et qui ne recouvre guère que la notion d'instabilité des forces politiques bourgeoises, ou même, plus étroitement, d'instabilité gouvernementale. Mais au sens où Lénine entendait cette notion lorsqu'il écrivait « Toute crise politique, indépendamment de son issue, est utile aussi en ce sens qu'elle porte au grand jour ce qui est latent,

Ministres RPR contre Chirac

Les membres du RPR du gouvernement viennent d'affirmer leur solidarité avec leur collègue Peyrefitte, frappé d'exclusion par le Comité départemental dont il dépend. La

question européenne divise de plus en plus le RPR. Rappelons quelques faits récents.

Au commencement était l'appel de Cochenn, concocté par un Chirac pia-

fant de rage et d'immobilité contre la politique européenne de Giscard. Suite à cet appel, Edgar Faure, apparenté RPR, déclare qu'il ne faut pas entrer dans l'Europe à cloche-pied. Cette moquerie contre un plâtre lui vaut l'honneur historique d'être sacré immortel par Sa Majesté présidentielle. Il s'agit, dit Faure, d'un adoubement. Entendez par là qu'il se vassalise.

Dans la lignée, Peyrefitte écrit aux députés RPR pour qualifier d'«outranciers» les propos hospitaliers de son chef qui le somme d'avoir la décence de démissionner. Mardi, le Comité départemental du RPR de Seine-et-Marne vote une exclusion de six mois. A la protestation des militants de la 4^e circonscription, qui parlent de «méthodes totalitaires». Cette mesure doit être ratifiée par le Comité central, qui ne comprend pas les ministres RPR, écartés des instances dirigeantes de par leur fonction. Mais qui compte dans ses rangs de fins politiques, comme Line Renaud, Louis Bobet et Alain Barrière. Devront-ils exclure aussi l'ensemble des ministres RPR ?

Concessions de Mitterrand à Mauroy-Rocard

Mercredi soir, Rocard était absent de la réunion qui devait initialement rassembler les trois principaux chefs de file des sous-courants qui forment la majorité du PS depuis le Congrès de Nantes en 76. Mauroy explique cette absence par le fait que le député des Yvelines était retenu ailleurs par «d'autres obligations». En fait, qu'il était très probablement absent pour faciliter un compromis entre les deux principaux dirigeants du PS. Cela n'a pas totalement échoué. Toutefois le texte sur lequel Mitterrand-Mauroy se seraient mis d'accord laisse des passages importants en blanc, notamment en ce qui concerne l'Europe et la politique économique.

Il faut interpréter la non-rupture des négociations entre Mauroy et Mitterrand comme un recul de la part du Premier secrétaire du PS. La question reste maintenant de savoir quelle a été exactement l'ampleur des concessions effectuées. Mauroy répétait à France Inter mercredi que «Michel Rocard doit faire partie de la majorité du PS» ce qui signifie que c'est Mitterrand qui a sûrement fait les concessions principales. Le 6 janvier les trois hommes doivent se rencontrer à nouveau. C'est sans doute à cette occasion qu'une partie des incertitudes actuelles seront levées.

F.M.

INFORMATIONS GENERALES

Expulsion arbitraire d'un travailleur espagnol «Il faut bien que quelqu'un soit responsable du chômage»

«Je m'appelle Gabriel Crespo. Je suis espagnol et travailleur immigré depuis deux ans. Après avoir effectué divers métiers, je suis actuellement en stage AFPA depuis le 3 juin 1978. Ce stage finissait le 8 mars. Mais pour moi, il se terminera le 20 décembre : il paraît que je suis indésirable.

Depuis le 22 novembre, le préfet de Pau m'a laissé dans l'illégalité en ne me renouvelant pas ma carte de séjour et de travail.

Après 20 jours d'incertitude pour moi et ma compagne, je suis convoqué au commissariat de police le 14 décembre. A ma grande surprise, on me signifie que je dois quitter la France dans les 6 jours qui suivent. Or cette décision a été prise et signée par le préfet des Pyrénées-Atlantiques, Mr Paul Noirot-Cosson le 30 novembre 1978. Motif : présence en France indésirable. Qu'est-ce que cela signifie ? Je n'ai jamais volé, je n'ai jamais violé, ni tué personne, je n'ai jamais eu à faire à la police, si ce n'est pour dénoncer le vol de ma mobylette. Jamais aucun voisin ne s'est plaint de moi. J'ai toujours été considéré dans mon travail. Si être indésirable, c'est avoir participé à un Comité de chômeurs CGT, alors il y a beaucoup d'indésirables en France !

M. Paul Noirot-Cosson devrait savoir qu'en France, en 1978, les immigrés

ont encore le droit de défendre leurs intérêts et de militer au sein du syndicat de leur choix.

Pourrais-je enfin savoir ce que signifie indésirable ? Après moi, à qui le tour ?

En pleine crise économique, il faut bien que quelqu'un soit responsable du chômage. Quoi de plus facile que les travailleurs immigrés. Pourtant depuis 1974, l'immigration est stoppée : le chômage a doublé.

J'espère que le 24 décembre lorsque M. Noirot-Cosson mangera avec sa famille, il pensera que moi, je serai séparé de la mienne, seul et loin et qu'il reviendra sur sa décision».

Gabriel CRESPO

Après avoir eu connaissance de la situation dans laquelle se trouve Gabriel Crespo, expulsé du territoire français le 20 décembre 1978 et devant le refus des autorités de fournir la

Légitime défense : les choix de la justice

Le 31 août dernier, à Verrières-le-Buisson (Essonne), un ingénieur chimiste, Hucleux, abat d'une balle en plein cœur un cambrioleur, Olivier Quinqueton, qu'il surprend dans son pavillon avec trois complices. Hucleux qui habite à Fontenay-aux-Roses, est venu faire une «inspection» dans son pavillon qui demeure inoccupé. Il prétend avoir fait des sommations avant de tirer, les survivants nient qu'elles aient eu lieu. Hucleux évidemment prône la thèse de la légitime défense, et après quarante huit heures de garde à vue, se retrouve en liberté, sur un coup de téléphone du procureur d'Evry. Ni instruction, ni inculpation. Par contre une instruction est menée à l'égard des cambrioleurs, qui se présentent comme

des amateurs, et livrent le frère de la victime, Pascal Quinqueton, comme autre complice.

Par ailleurs, la mère d'Olivier entame une procédure judiciaire en se portant partie civile : «Je veux que la lumière soit faite, même si je dois y laisser mes économies et mon salaire de dactylo». Là, la justice va jouer différemment selon les tableaux. Le frère de la victime sera incarcéré rapidement par deux fois, bien que les complices du cambriolage soient en liberté. L'enquête établit pourtant que sur les trois cambriolages effectués, dans un cas les objets ont été rendus à leur propriétaire, dans le second celui-ci est incapable de dire ce qui lui a été volé, quant au troisième pavillon visité il n'a pas de

moindre explication et motif de cette expulsion, ses amis ont appelé à la création d'un Comité de solidarité Français-Immigrés dans le but d'obtenir :

— L'annulation du refus de séjour pour Gabriel

— Pour l'égalité des droits Français-Immigrés.

— Contre le refoulement et les expulsions.

Le Comité de solidarité Français-Immigrés PAU

propriétaire. Pascal, selon le juge d'instruction, devrait être libéré, mais le procureur, le même qui libère Hucleux, impose, par dessus le juge d'instruction la détention préventive.

Quant à la mère d'Olivier et de Pascal, elle a dû verser 5 000 francs de consignation en partie civile, alors que cette somme n'excède en principe pas 500 à 1 000 francs. Tandis que des bruits insistantes font état que l'affaire de «légitime défense» d'Hucleux se terminera par un «non-lieu» et que Madame Quinqueton est menacée de garde à vue (1)...

Deux poids, deux mesures, la justice protège les uns, accable les autres et conforte ceux qui possèdent, dans tous les excès qu'ils commettent au nom de cette possession.

Centrale du Pellerin

Deux mobilisations, deux succès

Après la manifestation de dimanche dernier sur le site de la centrale du Pellerin, les villes de Cheix et du Pellerin organisaient mardi une journée «ville morte». Au moment où l'Etat et EDF mènent une nouvelle campagne intensive en faveur des centrales nucléaires, centrales qui auraient permis selon eux d'éviter que la France ne soit plongée dans l'obscurité pendant quelques heures, les démonstrations des habitants concernés ont remporté un vif succès. Dimanche dernier, plus de 10 000 personnes se retrouvaient sur le site retenu par EDF, pour une journée «pour la vie». L'ambiance était à la fête malgré le froid vif, et les paysans étaient venus avec leurs tracteurs et ont procédé au labour et à la semence de terres sur le site. Une délégation d'habitants de Plogoff était venue apporter son soutien, eux qui connaissent la même adversité. Par ailleurs les paysans créaient un Groupement foncier agricole.

Après la journée «pour la vie», Cheix et le Pellerin devenaient mardi des villes mortes, répondant ainsi à l'appel de nombreuses organisations syndicales, paysannes, sociales et politiques. Tous les services,

tous les magasins sont fermés, les rideaux baissés, les volets clos. Sur la façade de la mairie du Pellerin, le drapeau tricolore est en berne (le maire a récemment démissionné pour exprimer son refus de la centrale). Les paysans refuseront de livrer leur lait ce jour-là, c'est ici la première «grève du lait».

Mais l'unanimité de ce refus, que les organisateurs qualifient de bataille «pour le respect des libertés fondamentales, ou de se soumettre à l'arbitraire», prendra sa véritable dimension par les grèves qui participent de cette journée «villes mortes». Les quelques usines tournent à un ralenti extrême, ou sont fermées, faute d'ouvriers.

Et en cette journée de panne nationale d'électricité, les habitants des communes de Cheix et du Pellerin, en lutte contre la centrale nucléaire, n'ont pas oublié d'exprimer par téléphone leur indignation auprès des radios nationales et d'EDF qui profitait de cette panne pour y aller de leur intoxication sur le programme électro-nucléaire. Il n'est pas le leur, on ne tient pas compte de leur avis, ils luttent contre ce programme dans lequel ils ne se reconnaissent pas.

LUTTES OUVRIERES

Aux chantiers de l'Atlantique à Saint Nazaire

10 000 PERSONNES DANS LA RUE
CONTRE LES BRUTALITES POLICIERES

● C'est à une véritable provocation à laquelle la direction des chantiers de l'Atlantique s'est livrée contre les travailleurs. Mardi vers 11 heures, elle prenait la décision de fermer l'usine, de lock-outer l'ensemble du personnel des chantiers. Sans indemnisation bien sûr !

Cela n'a pas entraîné : une mobilisation massive et immédiate s'est rapidement transformée en action offensive. Les flics sont intervenus avec leur sauvagerie habituelle à l'intérieur même de la mairie de St Nazaire où des négociations se déroulaient entre les syndicats et les quatre directeurs que les travailleurs avaient escortés jusque là. Plusieurs blessés ont été relevés après le départ des flics et deux ont dû être hospitalisés. L'un est gravement atteint puisqu'il souffre d'une fracture du crâne.

Depuis quelques semaines, les travailleurs des chantiers ont dû subir des réductions d'horaires, ils en sont à 34 heures par semaine (pertes non compensées bien entendu). De plus, profitant de la période de fin d'année, la direction a décidé d'une longue période de chômage partiel (du 21 décembre jusqu'au 3 janvier). Cette situation faite aux travailleurs des chantiers s'inscrit dans un contexte général catastrophique du point de vue de l'emploi. Il faut savoir qu'à St Nazaire, 20 % de la

population active (tous secteurs confondus) est au chômage ; ce qui fait en clair, un travailleur sur cinq sans emploi. Ces raisons sont sans nul doute une partie de l'explication de cette mobilisation massive des gars des chantiers toute la journée de mercredi.

Tout a commencé mardi vers 11 heures, lorsque la direction de l'entreprise a pris la décision de lock-outer l'ensemble du personnel à la suite de la panne d'électricité, ceci pour ne pas avoir à indemniser les tra-

vailleurs. Certains gars que la direction n'avait pas pris la peine de prévenir ont continué à travailler jusqu'à 11 h 30. Pour ceux-là, la demi-heure ne serait même pas payée. Devant la provocation, la colère commençait à gronder dès mardi après-midi.

Mercredi matin, les syndicats avaient convoqué un meeting sur le terre-plein de Penhoët, l'endroit habituel où les travailleurs des chantiers se retrouvent les jours de mobilisation. Il y avait vraiment beaucoup de monde, la quasi-totalité des gars était là. Les syndicats, après avoir rappelé les revendications (après-midi payée), rendirent compte de leur démarche auprès de la direction. Ajoutant l'arrogance à la provocation, la direction avait refusé y compris de recevoir les délégués. C'en était trop ; quand la proposition d'aller chercher les quatre directeurs dans leurs bureaux fut faite, il n'y avait pas besoin de faire un vote.

Un groupe d'une centaine de travailleurs sont allés chercher les directeurs. Les syndicats ont alors proposé qu'ils soient emmenés à la mairie. Les petits messieurs de la direction ont bien dû plier ; c'est escortés par plusieurs milliers de travailleurs qu'ils ont fait le chemin conduisant à la mairie. Là, des discussions s'engageaient ; le soir à 9 h, il n'y avait toujours pas de résultat, la direction ne voulant rien entendre. C'est vers cette heure-là que, alors que des gardes-mobiles faisaient diversion devant la mairie, un commando d'une trentaine de flics a fait irruption à l'intérieur, en pénétrant par derrière, matraquant tout ce qui se trouvait à portée de main, après avoir lancé des grenades lacrymogènes à l'intérieur des locaux. Après un bref mais très violent affrontement, ils repartaient en emmenant leurs quatre protégés. On relevait plusieurs blessés, deux syndicalistes étant hospitalisés, dont un gravement atteint d'une

fracture du crâne, a été transporté au CHU de Nantes. La sauvagerie de l'intervention ne fit que décupler la colère des travailleurs. Immédiatement, la riposte était organisée. Toute la nuit, il y a eu une chaude ambiance dans St Nazaire. Très tôt le matin un tract de l'intersyndicale appelant à une manifestation de protestation était massivement distribué. Cette action de riposte aux brutalités des flics et pour les revendications des chantiers était bien distincte de la journée d'action de la CGT. En fait, il y a eu une autre manifestation le soir dans le cadre de la journée d'action du 21 décembre décidée par la seule CGT.

Le matin, ils étaient massivement présents. Chacun s'accorde pour évaluer la participation à 10 000 personnes, ce qui est très important. Beaucoup de travailleurs nazairiens confiaient qu'ils n'avaient pas vu de telles manifestations depuis longtemps.

Dans la journée de jeudi les syndicats ont accepté le préalable que mettait la direction pour engager à nouveau les négociations, c'est-à-dire qu'elles se tiennent ailleurs qu'à St Nazaire. Sans doute les patrons avaient-ils peur que la colère ouvrière ne se manifeste à nouveau aussi massivement que mercredi.

Cette riposte massive des métallos de St Nazaire, soutenus par de nombreux travailleurs, témoigne du niveau de combativité présent dans la classe ouvrière. On ne peut s'empêcher de faire immédiatement le lien avec la mobilisation de Caen, — elle aussi massive — qui avait suivi les violences commises par les bandes policières sur les manifestants qui protestaient contre le chômage en Basse-Normandie. Ces mobilisations, nombreuses, offensives, spontanées sont des signes indiscutables d'une montée de la combativité ouvrière.

Le Quotidien du Peuple G.P.

Sonacotra :
communiqué
de presse
de six comités

Les résidents des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, cité LOGIREP, etc. luttent depuis plusieurs années contre les loyers trop chers, contre le règlement intérieur, pour le renvoi des gérants racistes et pour la défense des droits les plus élémentaires...

La bourgeoisie, avec à sa tête Stoléru, mène une offensive contre les travailleurs immigrés... Cette offensive prépare la fermeture des foyers, le non-renouvellement des papiers et les expulsions massives de France. Elle nous montre le vrai visage de la «Semaine du dialogue» de Stoléru qui vise à alimenter le racisme et à justifier la répression et l'arbitraire.

— Pour riposter contre les expulsions des foyers le 25 décembre : sept résidents de Nanterre-ville (2 tours) ; 5 résidents à Colombes, rue Colbert ; 5 délégués à Nanterre-Maisons.

— Pour empêcher les saisies-arrêts sur salaire qui sont une atteinte au droit de grève pour tous les travailleurs ;

— Pour l'ouverture de véritables négociations avec le Comité de coordination.

— Devant la condamnation du tribunal de Grande Instance de Nanterre, à l'expulsion et à la saisie-arrêt sur salaire de résidents des foyers de Nanterre-2 tours, Nanterre-Maisons, Colombes, rue Colbert.

— Devant la menace de fermeture de 10 foyers pour travailleurs migrants dont celui de Nanterre, 1, allée des Primevères.

— Devant la répression policière (encercllement des foyers) orchestrée par Stoléru et les sociétés gestionnaires des foyers.

Devant les graves menaces qui pèsent sur les immigrés, les 6 comités de résidents des foyers Sonacotra, AFRP ont décidé d'organiser une manifestation le 23 décembre 1978 à 10 H 30 : départ du foyer Sonacotra ; 4, 6 rue des Sorbiers (Nanterre-2 tours).

Les six comités de résidents des foyers Sonacotra :
Nanterre-ville
Nanterre allée des Primevères
Colombes rue Colbert
Colombes quatre routes
Clichy
Et AFRP-Gennevilliers

Citroën Javel (Paris XV^e)MENACE DE LICENCIEMENT
CONTRE UNE DELEGUE CGT

Depuis les congés de 1978, la direction de Citroën se livre à des attaques multiples contre des militants et des délégués CGT du XV^e qui comptent à cette date 23 jours de mise à pied. Dernièrement c'est 6 jours de mise à pied au camarade Celerin et aujourd'hui la direction veut licencier notre camarade Barre délégué suppléant au Comité d'entreprise. Ainsi deux délégués CGT nouvellement élus au C.E. sont l'objet d'une répression outrancière et inadmissible. Pour justifier

sa décision arbitraire, la direction prétexte d'une soi-disant séquestration de M. Gaillard, agent de secteur. Qu'en est-il exactement ? M. Gaillard n'a jamais été séquestré, voici les faits : 8 h 35 Albert Barre part au casse-croûte, 8 h 52 il est de retour après avoir mangé avec Alain Celerin. 9 H 40 : Gaillard interpelle Barre et lui signifie qu'il est sanctionné de 3/4 d'heure d'absence. Vers 10 heures, Alain Celerin de passage au cours d'une délégation se rend avec Barre au bu-

reau de M. Gaillard pour lui signifier qu'il est dans l'erreur. M. Gaillard refuse de les recevoir et les renvoie brutalement et grossièrement. Puis les délégués s'en vont. Cela n'a duré qu'à peine une minute. Ce n'est que trois jours plus tard, le vendredi 15 décembre à 16 H 30 que Celerin apprit qu'un avertissement suivi de 6 jours de mise à pied lui était infligé pour «séquestration» à la maintenance ! Il apparaissait alors que nous avions affaire à une provocation montée par la

direction. Ceci fut confirmé le 20 décembre lorsque Albert Barre fut convoqué pour «entretien préalable à la procédure de licenciement». Barre démontra point par point la machination montée par Gaillard et le service du personnel. Par ailleurs, en juin 1978, M. Gaillard n'a-t-il pas menacé M. Barre d'avoir sa peau avant la fin de l'année.

La répression anti-syndicale, l'intimidation, continuent d'être la triste réalité dans les usines Citroën.

corres. CITROEN

Communiqué du comité des résidents
du foyer Sonacotra de Massy

Le comité de résidents dénonce les gérants racistes que la Sonacotra utilise dans les foyers.

Depuis trois ans, malgré les provocations, les intimidations policières comme le 9 octobre où une vingtaine de cars de CRS ont encerclé le foyer et ont séquestré les résidents pendant deux heures pour un contrôle de papiers et pour une vérification des clandestins.

Plusieurs poursuites ju-

diciaires ont été engagées par la Sonacotra au tribunal de Longjumeau et d'Evry.

Dans tous ces procès la Sonacotra ne fit qu'échouer et ce fut une victoire pour les résidents.

Aujourd'hui la Sonacotra cherche à utiliser la provocation dans les foyers : le 19 novembre l'adjoint directeur du foyer provoquait un membre du comité de résidents par l'intermédiaire de son frère qui

n'habite pas le foyer par ailleurs, et le faisait tabasser. Le camarade fut obligé de prendre un arrêt de travail.

Les résidents protestèrent avec le comité de résidents et déposèrent une plainte pour exiger le renvoi immédiat de ce gérant.

Depuis il ne cesse de provoquer des troubles dans notre foyer. Il profère des menaces contre le comité de résidents auprès duquel il a envoyé un groupe de provocateurs,

bien connus dans le foyer, afin de nous intimider. Ni les intimidations, ni les menaces, ni la répression, ne pourront nous empêcher de défendre nos droits et nos revendications contre la Sonacotra.

**Sonacotra cédera !
Les résidents vaincront !
A bas les gérants racistes !**

Comité de résidents,
18 rue Ampère,
91 300 Massy

Longwy : après l'imposante manifestation du 19 décembre

LES SIDERURGISTES VEULENT RENFORCER LA LUTTE

Correspondant Longwy

30 000 personnes ont participé à cette manifestation qui a eu un double aspect : si une partie du cortège restait silencieuse, il y avait, par contre, beaucoup de pôles combatifs, de nombreux manifestants scandant des mots d'ordre de lutte, de résistance, d'unité populaire...

LA PARTICIPATION DES SONACOTRA

Il faut noter la présence des résidents Sonacotra de Mont Saint Martin qui se sont rendus au cortège combatif de Mt St Martin à Longwy-bas avec des camarades du comité de soutien. Ils ont été rejoints par un petit groupe de la J.C dont un certain nombre ont manifesté avec nous sur la base du mot d'ordre : «SOS emploi, SOS c'est la lutte, Français-Immigrés une seule classe ouvrière !» etc.

Les travailleurs Sonacotra ont pleinement pris part à la lutte puisque le matin même du 19, ils avaient rejoint un blocage de la route de Mt St Martin à l'appel des syndicalistes CFDT. Ils ont mené aussi une autre action allant dans le sens de l'unité populaire, ils se sont rendus en délégation auprès du gérant du foyer, parce que celui-ci avait fait pression sur les ménagères pour les empêcher de faire grève : victoire totale !

En ce qui concerne la manifestation de 30 000 personnes, les travailleurs disaient : «Ça c'est jamais vu, ça rappelle 36 l». Ce qu'on sentait, aussi bien à travers les hésitations qu'à travers cette combativité c'était surtout la réflexion politique. Une réflexion portant sur : qu'est-ce qu'on va faire, dans quelle situation nous trouvons-nous, qu'est-ce qu'on nous propose ? On a remarqué que les gars prenaient les tracts en disant : «On lira ça ce soir», et on peut dire qu'il y avait très peu de tracts par terre, pourtant, il y en avait des propositions de tracts. L'intervention du PCR ml a été très bien reçue, le *Quotidien du Peuple* a été largement vendu, et les travailleurs qui, en général, nous connaissent ont pris nos tracts avec beaucoup d'intérêt.

LE PCF ET LA DIRECTION DE L'UL - CGT CRAIGNAIENT QUE LES CHOSSES LEUR ÉCHAPPENT

Une chose remarquable, c'est le contenu du tract, non pas du PCF, mais du député PCF Porcu, et celui du tract de la CGT. Dans ces deux tracts, l'analyse est identique, et par exemple, le mot «crise» est mis entre guillemets, c'est significatif. La seule chose qui diffère, c'est la conclusion du tract CGT qui propose des comités d'action dans les boîtes. C'est une façon d'enterrer les luttes dans l'entreprise pour essayer de mieux les contrôler car, il y a un problème pour le PCF et les diri-

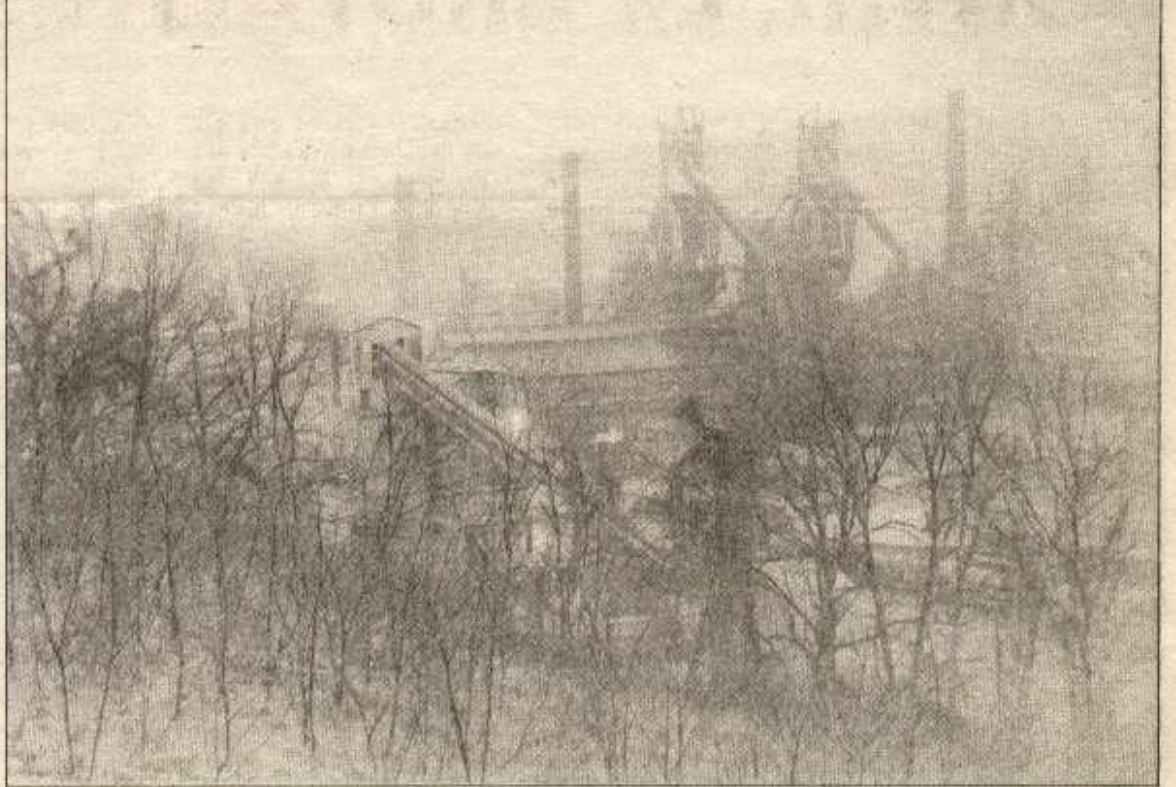
geants de l'UL CGT à Longwy : ils sentent que les choses leur échappent, et le problème pour eux est comment faire pour contrôler tout cela. Les travailleurs veulent lutter et le PCF voudrait bien confier la direction de la lutte, au début, aux députés et aux municipalités PCF à Longwy. «Pas un boulon ne sera démonté» s'exclamait l'unique orateur du 19, qui était de la CGT, mais les travailleurs ont déjà entendu ça pour Usinor-Thionville et, autour du podium, on disait «On a déjà entendu ça, à l'action etc...». C'est clair qu'à Longwy, les travailleurs ne veulent pas d'un deuxième Usinor-Thionville et c'est comme ça qu'ils le disent. Les travailleurs savent tous que dans l'intersyndicale, ça ne va pas, mais d'un autre côté ils aspirent fortement à l'unité d'où la nécessité de se battre pied à pied dans l'intersyndicale avec en face de soi, un bloc plus ou moins informé de gens qui veulent enterrer la lutte ou la dévoyer. C'est le cas des cadres et des dirigeants de l'UL CGT en particulier, Cadres CGC bien sûr.

LES PREUVES DE LA COMBATIVITÉ

Cette lutte, des syndicalistes CFDT la mènent mais aussi des syndicalistes CGT et pour cela, ils s'appuient sur la combativité qui s'exprime. La preuve, le matin du 19 mai, le blocage des routes qui est une initiative prise par des syndicalistes CFDT, en dehors de l'Intersyndicale. Il faut savoir qu'au Mt St Martin, par exemple, le blocage de la route a été rejoint par des immigrés, mais aussi par une section CGT, donc en dehors des consignes de l'UL. Autre preuve de combativité, à la fin de la manifestation, il y avait un noyau dur qui voulait commencer le blocage dès le soir, mais il était minoritaire. Dans la nuit du 19 au 20, les quatre voies d'accès routières de Longwy ont été contrôlées par des militants qui ont monté la garde autour de la boîte toute la nuit. Le lendemain matin, à l'intersyndicale du 20, il y a eu une séance houleuse au cours de laquelle les syndicalistes de la CFDT ont été pris à parti par l'ensemble des autres organisations, à propos, par exemple, du blocage. Finalement, ce qui a été décidé, c'est une journée «portes ouvertes» avec projection d'un film d'Usinor sur proposition de la CGT.

Ce qui a été décidé également, et il a fallu se battre pour ça, c'est deux jours de blocage total de Longwy, les 26 et 27 décembre.

Autre preuve de combativité, surtout, à la Chiers hier matin, donc le 20 : pendant que l'intersyndicale se disputait, à l'usine de la Chiers, 200 gars ont occupé le comité d'établissement qui devait programmer le démantèlement définitif de la Chiers-Longwy et le licenciement pur



et simple de centaines et de centaines de travailleurs. Il y a eu le refus à 5 ou 6 reprises de la part des ouvriers, de répondre au directeur, devant huissier, pour sortir et le CE a été reporté. Les gars voulaient séquestrer le patron et bloquer les voies d'accès mais il n'y a pas eu unité syndicale, la CFDT était d'accord, mais les dirigeants CGT non.

UN TOURNANT

Aujourd'hui, on arrive à un tournant. Aujourd'hui 21 il y a des travailleurs à la base, CGT, CFDT, non syndiqués, qui soutiennent ouvertement les initiatives allant dans le sens de la lutte, de la résistance ouvrière. Des militants CGT et même des militants PCF de Mont Saint Martin viennent rejoindre le piquet maintenu par la CFDT sur la route à Mont Saint Martin. Piquet non pas pour bloquer à fond, à 100 % mais pour marquer qu'on est là, qu'on occupe le terrain.

Alors, on peut dire que les travailleurs s'emparent du débat sur la lutte et la continuation de la lutte, et qu'ils sont à même de faire un choix parmi tout ce qui est proposé. Il faut dire aussi, que la radio «S.O.S. emploi» les informe régulièrement de tout ce qui se passe et que la CFDT rend systématiquement compte des débats et des choix qui s'offrent à chaque moment. Tout cela se concrétise par ce qui s'est passé aujourd'hui. Ce matin, à Usinor Longwy, le comité d'établissement devait se réunir, bien que cela n'ait pas été dit officiellement, certainement, pour programmer le démantèlement. Il y a 2 000 à 3 000 ouvriers qui ont débrayé et qui ont occupé le CE à l'appel de la CGT, rejoint après par la CFDT aux cris de «Etchegaray à la ferraille !» «Français-Immigrés mêmes patrons, mêmes combats». Le CE a été reporté et les gars disaient : «On revient demain s'il le faut !».

L'UNITÉ EST EN BONNE VOIE

L'unité est donc en bonne voie de réalisation et elle se réalise en ce moment, en particulier, entre militants CGT et CFDT, dans le sens de la lutte, même si des doutes subsistent et si des visées manœuvrières existent aussi. Par exemple, il y a des gens du PCF qui ce matin ont fait comme si Bonnaud, le directeur d'Usinor-Longwy n'était pas là, alors qu'ils savaient parfaitement qu'il était là. De quoi avaient-ils peur ? Et quand Bonnaud sortira, les gens du PCF se composeront un peu comme s'ils étaient ses gardes du corps. Oui, il va être difficile au PCF de contrôler la lutte. Les gars veulent se battre. Le PCF escompte peut-être arriver à ses fins en faisant rentrer la lutte dans l'usine, où les travailleurs seraient alors renvoyés à leurs luttes revendicatives, secteur par secteur, chantier par chantier. Les ouvriers des petites boîtes, dont certains sont menacés dans leur emploi avec cette tactique, seraient automatiquement mis hors du coup, donc le danger serait le morcellement, la division et alors le moment des élus, des municipalités — toutes PCF — serait venu avec ce que l'on sait de leurs propositions : enquêtes parlementaires, lutte contre l'Europe, etc.

Par ailleurs, un élu PCF, avec qui j'ai pu discuter, dans la manifestation, était contre le blocage de Longwy préconisé par la CFDT mais, un comble, pour le blocage des trains important de l'acier, autrement dit, pour lui, action de masse non, mais action minoritaire, gauchiste, oui.

Les syndicalistes CFDT dès le départ disent : «Contre les mesures patronales condamnant Longwy, il faut dire unité ouvrière, unité populaire. La CFDT ne s'alignera pas sur les positions

syndicales». Ils luttent, avec l'installation d'un «SOS» en lettres lumineuses en haut du crassier, en collaboration avec la radio libre «S.O.S. emploi», pour que la lutte soit portée dans les usines bien sûr, mais aussi dans la rue. Alors, en gros, c'est un mot d'ordre des syndicalistes qui commence à avoir du poids : «Lutte de classes, lutte de masse !». Mettre dans le coup les masses populaires, l'ensemble de la population de Longwy. Et c'est cette perspective qui est en train de s'ouvrir progressivement aux travailleurs CGT et CFDT et toutes les couches populaires.

CRÉER «L'INTERSYNDICALE USINOR»

Alors concrètement, pour aller dans ce sens là, pour écarter encore la brèche qui est ouverte, des syndicalistes CFDT font publiquement, et ça vient d'être dit à radio «S.O.S. emploi» la proposition de créer l'intersyndicale Usinor. C'est très important.

Une intersyndicale ouverte devant les travailleurs. Ras-le-bol des petits conciliabules entre états-majors et patronat. Intersyndicale contrôlée par les travailleurs, cela signifie que ce sont les travailleurs qui décident de ce qui doit être fait et qui font appliquer les décisions prises en intersyndicale. Voilà ces propositions. Alors, pour conclure, il faut voir qu'il y a une lutte politique consciente, minutieuse qui tient compte de la réalité qui change de jour en jour, d'heure en heure, qui est menée par les syndicalistes et dans le sens d'adapter la tactique aux objectifs stratégiques de la lutte qui doit se mener ici. Et on peut dire que c'est ça le syndicalisme de lutte de classes, que c'est ça le syndicalisme révolutionnaire.

CHINE : LE MOUVEMENT DES JEUNES INSTRUITS A LA CAMPAGNE

Une conférence nationale a été convoquée récemment à Pékin, par le Parti communiste chinois pour faire le point sur le mouvement des jeunes instruits qui vont s'installer à la campagne. Il s'agit d'un mouvement très ample datant de 1955, et qui s'est poursuivi et développé, notamment pendant la Révolution culturelle : dix sept millions de jeunes citoyens sont partis ainsi travailler après leurs études secondaires dans des zones rurales, soit pour quelques années, soit définitivement.

Evoquant cette conférence dans *Le Monde* du 20 décembre, Alain Jacob n'hésite pas à porter sur le mouvement des appréciations qui se veulent très définitives. Ainsi, il déclare : « Dans de très nombreux cas cette implantation forcée s'est très mal passée... La majorité d'entre eux n'aspirent qu'à rentrer chez eux, soit pour poursuivre leurs études, soit pour retrouver les avantages inhérents à la vie urbaine ». Qu'Alain Jacob puisse aussi vite, de son bureau de Pékin, tirer lui-même, avant les Chinois, un tel bilan, d'un mouvement qui s'est poursuivi depuis plus de vingt ans, au travers du Grand bond en avant et de la Révolution culturelle, et a concerné dix sept millions de jeunes chinois, cela a de quoi surprendre.

Peu auparavant, le même journaliste avait annoncé, sur la foi d'éléments pour le moins partiels, la suppression des mesures d'envoi des jeunes instruits à la campagne, il faisait état de cette suppression comme d'une preuve de plus d'une renonciation aux idéaux révolutionnaires en Chine, qu'il regrettait. Mais, dans le *Monde* du 20 décembre, c'est la non-suppression du mouvement d'installation des jeunes instruits à la campagne qu'il regrette, en caractérisant globalement ce mouvement comme négatif et répressif. Dans les deux cas, il s'agit de dénigrer l'édification du socialisme en Chine, sans être regardant sur la nature des « arguments » et leurs contradictions.

On ne saurait comprendre la réalité du mouvement d'installation des jeunes instruits à la campagne, sans le resituer par rapport à la réalité historique et géographique de la Chine : une densité très importante d'habitants dans les vallées et les zones côtières, à côté de régions montagneuses sous-peuplées, voire désertiques. Ce phénomène a été renforcé par la pénétration impérialiste qui a créé des cités démesurées aggravant les disparités entre villes et campagnes.

Il est donc apparu nécessaire, pour lutter contre cette disparité entre villes et campagnes, entre régions industrialisées et régions rurales périphériques, qu'un certain nombre de jeunes instruits aillent s'installer dans la campagne chinoise où vit encore plus de 80 % de la population. Il est apparu logique que les jeunes techniciens, professeurs, médecins ne restent pas concentrés dans les villes, mais, que dans le cadre de l'édification socialiste, ils se donnent pour tâche de répondre aux besoins des paysans qui souffrent d'un retard dans différents domaines.

La construction du socialisme en Chine implique nécessairement la prise en mains de ces tâches, et donc un renoncement partiel à ce que Jacob appelle « avantages inhérents à la vie urbaine ». Mais, bien entendu, le journaliste du *Monde* ne peut envisager un seul instant qu'il puisse y avoir adhésion volontaire à la prise en charge de tâches indispensables pour l'édification d'une société nouvelle socialiste dans les conditions de la Chine.

Historiquement, au cours de la révolution chinoise, s'est opérée une jonction

de la classe ouvrière et des intellectuels révolutionnaires des villes avec les larges masses paysannes. En lançant dès 1955 son appel, Mao Tsé-toung voulait que les nouvelles générations s'engagent sur la même voie.

Le mouvement des jeunes instruits à la campagne est apparu dans des circonstances historiques déterminées de l'édification du socialisme en Chine. C'est ce que souligne, dans son rapport à la conférence qui vient de se tenir, Tchen Yong Kouei, dirigeant de la brigade de production agricole de Tatchai — expérience d'avant-garde dans la lutte pour le socialisme dans les campagnes chinoises — et membre du Bureau Politique du PCC : « Au cours du premier quinquennat, au fur et à mesure de l'accroissement de la population urbaine et du développement de l'œuvre éducative, les diplômés des écoles primaires et secondaires étaient de plus en plus nombreux, et la campagne avait besoin d'un grand nombre de jeunes instruits pour l'essor de la coopération agricole. C'est pourquoi le Président Mao appela les jeunes qui avaient de l'instruction à aller travailler dans les régions rurales : « Il y a là un univers où ils peuvent donner toute leur mesure ».

Cet appel, Mao Tsé-toung l'a renouvelé pendant la Révolution culturelle. Ce mouvement était au centre des questions soulevées par celle-ci : « Travailler, faire des études pourquoi ? Au service de qui ? »

A l'étranger, en France, par exemple, on a souvent donné une présentation déformée de ce mouvement : il était décrit comme une sorte de

« retour à la terre ». Perçu sous le seul aspect idéologique : la refonte des conceptions des jeunes par la participation au travail productif, le mouvement des jeunes instruits à la campagne n'apparaissait plus dès lors, aux yeux de certains, que comme une sorte de purgatoire pour les jeunes intellectuels.

En Chine, les difficultés qu'a pu connaître le mouvement sont à rapporter, au moins pour une part, à certaines conceptions erronées, telles que celles qu'ont pu véhiculer les Quatre. En séparant mécaniquement sous prétexte de « pureté révolutionnaire » révolution et production, menant de ce fait une politique qui n'insérait par réellement les jeunes dans les tâches nécessaires à l'édification socialiste, leurs conceptions désorganisaient et sabotaient ce mouvement, contribuant à ce que des jeunes écœurés, se révoltent et abandonnent leur travail.

Critiquant ces conceptions la conférence qui vient de se tenir a mis en valeur le fait qu'en allant à la campagne, les jeunes y mettaient toutes leurs connaissances au service des masses pour l'édification socialiste. La conférence a estimé qu'il y avait dans ce domaine de larges acquis positifs. C'est l'idée formulée par Tchen Yong Kouei : « Ils apportent leurs connaissances générales et scientifiques et contribuaient beaucoup aux activités d'expérimentation scientifiques à la mécanisation agricole, à l'éducation culturelle, à la santé publique et aux entreprises industrielles de la campagne. Ils ont particulièrement acquis des mérites dans la lutte pour l'édification et la défense des frontières ».

« Ils ont rompu, par leurs actes concrets avec l'ancienne conception qui n'était que mépris pour l'agriculture, les régions rurales et les paysans ».

Selon le rapport de la conférence, le mouvement pour envoyer des jeunes instruits s'installer à la campagne continuera à être encouragé.

Mais, toujours selon le rapport, le mouvement va être réajusté en fonction de nouvelles tâches fixées pour la période, en fonction d'une étape nouvelle de l'édification de la Chine. Parmi les nécessités qui, selon le rapport, devraient être prises en compte, il est cité celle pour une partie des jeunes de poursuivre des études supérieures ou de s'insérer dans la production, sans pour autant aller à la campagne. Le rapport de Tchen Yong Kouei présente ainsi les choses :

« Pour accélérer le processus de réalisation des quatre modernisations, il importe désormais de tenir compte des exigences des divers



Des jeunes instruits suivant un cours avec des paysans

secteurs d'activité, tant en ville qu'à la campagne, et d'orienter les diplômés d'écoles secondaires, selon un plan unifié, dans quatre directions : « entrée dans les établissements d'enseignement supérieur, installation dans les régions rurales, soutien à l'édification des régions frontalières et travail dans les villes ».

Après la chute des Quatre, les différentes activités se sont développées à vue d'œil. Ce qui a créé des conditions favorables à l'entrée des jeunes soit dans les écoles supérieures, soit dans la vie active. Dans les régions minières et forestières, les districts moyens et les petits bourgs, les diplômés des écoles secondaires seront, à l'avenir, dispensés du stage à la campagne, mais affectés dans les entreprises locales de propriété collective à vocation agricole, industrielle et commerciale. Ils pourront également, dans le cadre du plan d'État, travailler dans des usines ou étudier dans des écoles secondaires professionnelles et polytechniques. Les villes pourvues de suffisamment d'emplois pourront se soustraire à l'envoi des jeunes dans les régions rurales.

Dans les villes, il est nécessaire d'ouvrir de nouvelles sphères de production et de nouveaux secteurs d'activité, ou encore de fonder des écoles annexées aux établissements d'enseignement supérieur, afin de faciliter les études et le travail des diplômés des écoles secondaires. (...).

Les jeunes instruits qui quitteront la ville pour aller travailler à la campagne ou dans les régions frontalières ne s'installeront plus isolément dans les équipes de production, mais travailleront en groupe dans des bases agricoles, de sylviculture, d'élevage, d'occupations secondaires et de pisciculture, de propriété collective, ou dans des fermes agro-industrielles de jeunes instruits ou encore dans des fermes d'État.

En ce qui concerne les jeunes déjà établis à la campagne, le Parti, l'État et les autres milieux de la société doivent les aider et encourager, de sorte qu'ils s'y installent en permanence et apportent une plus importante contribution à la réalisation des quatre modernisations. (...).

Le rapport de Tchen Yong Kouei à la conférence sur le mouvement des jeunes instruits, qui s'est achevée le 10 décembre à Pékin, n'a donc pas analysé ce mouvement comme une mesure utopique à bannir, il estime qu'il est inscrit dans les nécessités historiques du développement socialiste de la Chine. D'autre part, le rapport estime que ce mouvement qui a pu, par ailleurs, être perturbé, voir même déformé — n'étant nullement à l'abri des luttes politiques en Chine — doit être réajusté en fonction de nouvelles nécessités et non abandonné. Ces termes du rapport ont du mal à être intégrés dans les simplifications de M. Jacob.

Jean Pierre CHAMPAGNY

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

A LIVRES OUVERTS

DES LIVRES POUR VOS ENFANTS

POUR CEUX
QUI COMMENCE A LIRE

Hachs. — **L'OURS AU RENDEZ-VOUS DES GARDES-CHASSE.**

Ecole des Loisirs (Renard poche). 12 F

Les aventures d'un ours déguisé en garde-chasse et qui a un peu trop bu.



Tashlin. — **MAIS JE SUIS UN OURS !** Ecole des loisirs (Renard poche). 10 F.

Un ours tombe par hasard dans une usine et on le contraint à devenir ouvrier.

Lamorisse. — **CRIN BLANC.** Ecole des loisirs (Renard poche). 12 F

Livre tiré du film d'Albert Lamorisse *Crin blanc* : l'amitié d'un enfant et d'un cheval sauvage.

Stoye. — **LE VOLEUR XY.** Ecole des loisirs (Renard poche). 12 F.

Un enfant part à la recherche d'un voleur pour gagner la récompense, mais il se prend d'amitié pour lui...

Charpentreau. — **COMMENT DEVENIR CHAMPION DE FOOTBALL EN MANGEANT DU FROMAGE.** Ed. de l'amitié. 1978. — 12 F

Où la débrouillardise d'une bande de garçons qui gagnent un vrai ballon de foot à un concours organisé par une marque de fromage.

ROMANS A PARTIR
DE 8 ANS

Rodari. — **LA TARTE VOLANTE.** Hachette (Rose). 7,50 F.

Histoire amusante d'une soucoupe volante qui survole Rome et qui affole tout le monde sauf 2 enfants car elle est en... chocolat !

Goscinnny, Sempe. — **LE PETIT NICOLAS. — LES RECRÉES DU PETIT NICOLAS. — LE PETIT NICOLAS ET SES COPAINS. — LES VACANCES DU PETIT NICOLAS. — JOACHIM A DES ENNUIS.** Denoël. 22 F le volume.

La vie quotidienne du petit Nicolas racontée avec l'humour inimitable de Goscinnny.

LES RECRÉES DU PETIT NICOLAS ont été rééditées chez Gallimard. Coll. Folie junior. 7,50 F.

Wilder. — **LA PETITE MAISON DANS LES GRANDS BOIS.** Nathan coll. Bibliothèque internationale. 18,80 F.

La vie quotidienne très dure d'une famille de pionniers américains, mais il y a des jours de fête...

Dias de Moraes. — **3 GARÇONS EN AMAZONIE.** Nathan. Bibliothèque internationale. 18,80 F.

2 enfants, un blanc et un noir, perdus dans la forêt amazonienne vont vivre des aventures palpitantes, accompagnés par un jeune indien aidé par la magie. Intéressant témoignage sur le sort réservé aux indiens.

Voronkova. — **LA PETITE FILLE DE LA VILLE.** Nathan (Bib. internationale) 18,80 F

L'action se passe pendant la dernière guerre, en URSS. Une petite fille, dont la maison a été bombardée et dont les parents sont morts, est recueillie par une famille, à la campagne. La nouvelle vie de la petite fille est semée d'épreuves, mais aussi de découvertes passionnantes.

POUR LES PLUS GRANDS :
ADOLESCENTS

Vasconcelas (José Mauro de). — **MON BEL ORANGER.** Stock. 28 F.

Nous nous avons présenté la semaine dernière une sélection d'albums pour les tout-petits.

Cette semaine, c'est à ceux qui savent lire que nous avons pensé, depuis ceux qui apprennent à lire jusqu'aux adolescents. Parmi les livres que nous avons remarqués, une nouveauté : le livre des enfants sahraouis qui ont dessiné eux-mêmes l'histoire de leur peuple.

Par Hélène NOHAN

L'histoire merveilleuse de Zézé petit brésilien qui connaît très tôt la misère, la douleur, mais aussi l'amitié. Son imagination débordante lui sera d'un grand secours. A lire absolument.

Solet (Bertrand). — **LES CAHIERS DE BAPTISTIN ETIENNE.** Ed. de l'amitié. Rageot. 14,80 F

La vie d'un enfant du peuple au début du siècle, d'après des souvenirs authentiques. Passionnant.

Kataiev (Valentin). — **AU LOIN UNE VOILE.** La Farandole. 18 F.

En 1905, à Odessa, deux enfants se trouvent mêlés à la révolution russe. L'un est le frère d'un révolutionnaire, l'autre le fils d'un professeur progressiste. Un chef-d'œuvre.

Lei (Aibî). — **LE TIGRE DANS LA VITRINE.** — La Farandole. 18 F.

En 1936, la dictature s'installe en Grèce. On vit les événements par ce qu'en perçoivent des enfants qui ne comprennent pas tout. C'est excellent, avec de l'humour.

Westall. — **CHASSY S'EN VA T'EN GUERRE.** — Stock (1978). 38 F

L'histoire d'une bande d'enfants en Angleterre pendant la guerre 39-45. En dehors de la description assez intéressante de la vie d'une petite ville, perturbée par les bombardements, les problèmes de ravitaillement, là où l'auteur excelle, c'est dans la peinture de l'histoire de ces enfants. Ce ne sont pas des héros, mais ils veulent, eux aussi, participer à la guerre. C'est pourquoi ils se retrouvent avec une mitrailleuse qu'ils ne savent pas faire marcher... et font prisonnier un aviateur allemand. Les réactions de ces enfants nous paraissent tout à fait véridiques, c'est ce qui en fait un roman attachant.

Signal. — **LES AMANDIERS FLEURISSENT ROUGES.** Ed. G.P. (Collection grand angle). 1978. 17 F

L'histoire se déroule pendant la guerre d'Espagne et évoque la vie d'hommes et de femmes qui ont vécu cette période. L'auteur s'est fixé pour but, comme il l'annonce dans sa préface de combattre la violence et la guerre, cela se sent tout au long du récit. Indépendamment d'une sympathie marquée de sa part pour les anarchistes, son livre est très intéressant, d'autant plus que le héros termine sur une note d'espoir : «Ce pays ne mourra jamais. Il faudra du temps, mais, un jour, les forces vives se réveilleront toutes ensemble et cette fois, elles gagneront».

Heinlein. — **LE VAGABOND DE L'ESPACE.** Laffont. Coll. L'Age des étoiles. (Roman de science fiction). 18 F.

Un jeune garçon américain, Kip, rêve d'aller sur la lune. Il participe à un concours et gagne... une combinaison de cosmonaute. L'ayant revêtue, il va faire un voyage interplanétaire malgré lui, et vivre des aventures plus extravagantes les unes que les autres. Pour amateur de science fiction mais la fin est plutôt décevante.

Solet. — **FACE AUX VENGEURS.** Laffont (Plein vent). 18 F

Quelque part en Amérique latine, un militant syndical Ramon, est pourchassé par les «vengeurs», de triste renommée, et qui sont responsables de la disparition de nombre de dirigeants et de militants syndicaux, de chefs de guérilleros... On suit alors la fuite de Ramon dans la montagne, où il retrouve les guérilleros. Livre plein de rebondissements, à l'intrigue bien ficelée, bien qu'un peu pessimiste.

Les enfants sahraouis
ont dessiné
l'histoire de leur peuple

«Mon pays, lui, a des noms fabuleux. Il s'appelle Seguis el Hamra... Tiris... As-Sahra. Il est grand. Pour en faire le tour, je dois marcher de très longues années».

Cette belle terre sahraouie, que les Atlas de géographie ignorent superbement — allez-y, cherchez un peu, pour voir ! — qu'en ont fait les impérialismes ?

Les enfants du Polisario en retracent les étapes successives jusqu'au grand jour du 27 février 1976 : «C'est une fête hors d'haleine. Le peuple, encore vivant malgré tous ces massacres, risque de mourir de joie» : La République Arabe Sahraouie Démocratique est proclamée.

Superbe et déchirante «histoire-poème» qu'il faut lire. C'est un acte de solidarité. Le livre de Djamilia Olivezi est né de «l'agonie baillonnée un instant par un rire» des enfants condamnés sur un lit d'hôpital. Leurs dessins illustrant cette poésie de combat sont tracés grâce à des crayons volés. D'un total dénuement matériel est sorti ce poème en prose, à la portée de tous. Beau comme le désert. Triste et révoltant comme cette guerre.

Dessins d'enfants malades, d'enfants en lutte : «à défaut de pouvoir déjà — à 7 ans — prendre le fusil... ils se battent». Leur volonté est forte, non seulement à vaincre l'occupation impérialiste, mais aussi à faire revivre leur peuple, «communauté... dans sa diversité. Ce sont des hommes, des combattants, des femmes, des enfants, des poèmes, des contes, des images»...

Sophie RANNOUX

Les enfants du Polisario
Djamilia Olivezi
Editions des Femmes
Prix : 60 F



«Il était temps de respirer le
parfum de résistance
Nos narines l'avaient
presque oublié»

Voyage de Giscard en Guinée DES RETROUVAILLES, POUR QUOI FAIRE ?

● A l'occasion de son voyage en Guinée, Giscard a lancé à nouveau un appel à la constitution d'un pacte euro-africain. C'est une idée qu'il avait déjà émise lors des conférences franco-africaines et de son discours de juillet 77 pour l'indépendance de Djibouti. Il s'agit pour lui de présenter la France comme un pivot des relations entre l'Europe et l'Afrique étant donnée la place historique que la France a occupée dans ce continent. Giscard veut donner aux Africains l'image d'une «coopération sans impérialisme» par opposition aux interventions des superpuissances en Afrique. Ces préoccupa-

tions de la Guinée peuvent coïncider dans une certaine mesure avec le projet de Giscard, alors que Sekou Touré normalise et développe ses relations avec l'Europe après une expérience amère de l'aide soviétique.

Jusqu'où peut aller cette «solidarité» euro-africaine dont fait état Giscard ? Elle est étroitement limitée par les intérêts de l'impérialisme français qui, dans le dialogue Nord-sud n'a nullement repris les revendications du Tiers Monde. Elle est également limitée par le manque de capacités de

l'impérialisme français qui doit restreindre son budget de «coopération». Il doit le plus en plus combiner ses interventions avec celles des autres pays européens dans le cadre de la CEE et avec la politique des Etats-Unis dans une certaine mesure. Même s'il essaie aujourd'hui de tirer parti d'une réaction des gouvernements africains contre l'offensive soviétique, Giscard n'a guère les moyens de réaliser ses ambitions africaines. Elles seront limitées par la concurrence inter-impérialistes par les exigences des pays africains.

A l'occasion de la visite de Giscard en Guinée, la presse tend à présenter la tension entre la France et la Guinée comme le résultat d'une brouille malheureuse. En fait, cette tension fut le résultat de la réponse donnée par De Gaulle face à la volonté d'indépendance du peuple guinéen.

relations avec la Guinée pour tenter de l'asphyxier. Jusqu'en 1970, les hommes de Foccart, chargés des basses besognes du pouvoir français, ont multiplié les tentatives de coup d'Etat contre Sekou Touré.

LA PÉNÉTRATION SOVIÉTIQUE...

C'est dans cette situation d'isolement pratique-

une «coopération» très coûteuse, inefficace et envahissante. Elle a profité de sa présence en Guinée pour s'implanter militairement, avec la présence de plusieurs milliers de «conseillers» soviétiques et cubains des «facilités» maritimes et aériennes en Guinée, etc...

...REMISE EN CAUSE

Cette politique de pillage et de pénétration a entraîné le développement de contradictions avec le régime guinéen. Celles-ci semblent avoir connu un tournant quand les Russes ont voulu se servir de la Guinée comme d'une plaque tournante pour leurs expéditions militaires en Afrique. En 1975, les avions soviétiques et cubains partant en Angola font escale en Guinée. Mais en 1977, Sekou Touré refuse que se reproduisent ces manœuvres, lors de l'intervention soviéto-cubaine dans la Corne de l'Afrique. De même le président guinéen a interdit l'aéroport de Conakry aux Tupolev 95 qui effectuaient des vols d'espionnage dans l'Atlantique Sud. Cette attitude a entraîné des

représailles et des pressions de la part de Moscou, la naissance d'une véritable tension entre la Guinée et l'URSS.

«NORMALISATION» AVEC L'OUEST

De plus en plus serré à la gorge par son ancien protecteur, le régime guinéen a normalisé ses relations avec les USA et l'Europe et n'a pas hésité à faire appel à l'aide occidentale. Ce tournant dans la politique extérieure de la Guinée a bénéficié à l'impérialisme français avec lequel d'anciens liens économiques avaient été conservés. A partir de 1975, d'importants contrats sont signés (matériel d'aviation, bateaux, centraux téléphoniques). En 1977, la France redevient avec 22 % des importations le premier fournisseur de la Guinée. Le nombre des coopérants français ne cesse d'augmenter, alors que celui des Soviétiques diminue.

En même temps, la Guinée sort du ghetto des premières années de l'indépendance. Sekou Touré s'est réconcilié avec les chefs d'Etat voisins d'Afri-

que de l'Ouest : au sommet de Monrovia, il rencontre Senghor et Houphouët-Boigny et annonce la réinsertion de la Guinée dans l'économie ouest africaine.

Aujourd'hui, le rapprochement de la Guinée avec la France entre dans les vues de Giscard sur l'Afrique. Dans le cadre de la conférence franco-africaine, il cherche en effet à regrouper autour de la France un maximum de pays africains, avec un éventail très large de la Guinée est de ce point de vue typique, puisqu'elle veut développer ses relations avec la France,

après avoir fait l'expérience de l'aide soviétique. Mais rien n'indique que la Guinée soit un allié docile pour les ambitions africaines de Giscard. Si en 1958, De Gaulle déclarait cyniquement «la Guinée n'est pas indispensable à la France, nous n'avons plus rien à faire ici», aujourd'hui la situation a changé. Par exemple, l'impérialisme français a besoin des minerais guinéens, qui font l'objet d'une âpre rivalité entre les différents impérialismes. Aujourd'hui l'impérialisme français a besoin de sa Guinée...

J.P. CHAMPAGNY

Les richesses de la Guinée

Bauxite (minéral d'aluminium) 2^e producteur mondial (deux tiers des réserves mondiales).
Fer : 9 milliards de tonnes de réserves
Uranium et pétrole prospectés
Réserves de diamant et d'énergie hydroélectrique.

LE «NON» DE LA GUINÉE EN 58

Alors qu'en instaurant l'indépendance dans le cadre de la «communauté française» De Gaulle voulait assortir cette indépendance d'une multitude de liens économiques, culturels et militaires, définissant une sphère néo-coloniale, la Guinée fut, en 1958, le seul pays à voter à 95 % contre le projet. De Gaulle réagit brutalement à ce défi en coupant d'un seul coup la plupart des

ment unique pour un pays accédant à l'indépendance que le régime de Sekou Touré s'est tourné vers l'URSS. Ainsi la Guinée, dès le début des années 60, a été un champ d'expérimentation de la pénétration soviétique en Afrique. Ecrasant économiquement la Guinée par une très lourde dette, l'URSS a imposé à Sekou Touré d'exploiter le gisement de bauxite de Kindia et de l'obtenir à un tiers du prix mondial. L'URSS a en même temps développé

Des milliers de prisonniers politiques

Le régime de Sekou Touré qui ne s'est pas appuyé sur les masses pour faire face aux années difficiles qui ont suivi l'indépendance a développé une politique de répression très dure avec la collaboration des conseillers soviétiques et cubains. Selon Amnesty international, plus de 3 000 prisonniers politiques sont détenus en Guinée dans des camps. Certains ont été assassinés : parmi eux Diallo Telli, ancien secrétaire général de l'OUA. Sekou Touré a justifié ces pratiques au nom de la «poursuite de la révolution guinéenne».

LYON : JOYEUX NOEL POUR LES EMPLOYES DE LA REDOUTE ?

● Parmi les vitrines illuminées de la rue de la République, en plein centre de Lyon, celle d'un grand magasin retient l'attention : des lettres «EN GREVE», surmontées du sigle CFDT voisinent avec des affiches où on peut lire : «Joyeux Noël pour les employés de la Redoute !», car depuis samedi, la trentaine d'employés de la Redoute sont en grève. Devant les portes, elles diffusent un tract appelant les clients à suspendre momentanément leurs achats, dissuadent les rares clients qui veulent à

«Nous gagnons entre 1 866 F et 2 150 F net par mois, pour 40 heures et un travail épuisant en période de fêtes et rentrées. A l'embauche on nous a promis des primes qui devaient faire un 13^e ou un 14^e mois. En fait nous n'avons pratiquement rien touché. Nous voulons un 13^e mois comme pour les employés de la Redoute. En effet nous ne sommes pas embauchés par la Redoute, mais par une société filiale, ..., ce qui permet au patron de ne pas nous accorder les mêmes avantages qu'à la Redoute» expliquent-elles.

En effet ici c'est la SNER (Société nouvelle d'exploitation Redoute) et cela à l'énorme intérêt pour

les directeurs de ne pas y étendre les avantages acquis par le personnel de la maison mère. Le magasin est ouvert depuis août 1977 et rien que 5 directeurs se sont succédés depuis. Et dans un mois, un sixième (directeur à Nice), va débarquer. Chaque fois ils arrivent avec leurs nouvelles idées d'implantation, donc du boulot fatigant pour déménager les rayons etc. Et les précédents directeurs, comme par hasard, «gèrent mal les affaires», les nouveaux n'ont pas de mal à repousser à plus tard les promesses du 13^e mois. Les primes devaient être indexées sur le chiffre d'affaires, et les objectifs, d'après le directeur, ne pourront pas être at-

tous prix rentrer, et de façon très dynamique collectent auprès des passants, nombreux, tous ces soirs d'avant les fêtes. A l'intérieur, sur les 4 étages, les 3 chefs et les quelques cadres (certains venus de Montpellier tiennent les caisses). A quelques mètres une voiture de flics privés est là pour intimider, voire menacer. Les fêtes de fin d'année, c'est l'occasion rêvée pour «rentrer en bagarre», et les filles de la redoute syndiquées massivement à la CFDT ne l'ont pas ratée.

teints. Donc attendre encore un an... D'où, la colère des filles avec leurs salaires «redoutés» et les promesses équivalentes à zéro, si ce n'est une prime occasionnelle de 100 francs... !

Les conditions de travail ? une employée explique : «En haut la température est de 35 %, les filles ont des malaises, en bas elles gèlent ; ils font 15 % et certains locaux sont sans renouvellement d'air ! On s'assoit 1/4 d'heure pour la pause d'après 4 heures, le reste toujours debout. Et puis il y a aussi des conseillers de ventes qui font surtout de la manutention et pas du tout de la vente, des bon-

nes à tout faire.

Pour populariser leur grève, les filles, avec le syndicat commerce et service CFDT, sont allées dans tous les grands magasins de Lyon faire des collectes et expliquer leur lutte. L'écho est très favorable et les filles peuvent tenir. Il suffit de discuter quelques minutes avec elles pour savoir qu'elles sont déterminées, unies, et prêtes à aller loin pour obtenir ce qu'elles veulent. Si vous passez rue de la République, arrêtez-vous et allez discuter avec les filles de la Redoute en grève. Elles ont besoin de notre soutien.

Corres. de LYON

Erythrée : appel du FPLE à la solidarité

La guerre fait rage en Erythrée. Depuis le 18 novembre, 13 000 Erythréens ont été tués ou gravement blessés et plus de 100 000 fuyant des déluges de feu se cachent dans la montagne. 176 villages ont été totalement ou partiellement détruits, de vastes zones cultivées brûlées et le bétail décimé.

Aujourd'hui, un demi million d'Erythréens sont devenus des réfugiés dans leur propre pays. Manquant d'abris, de nourriture et de soins, ils sont en danger de mort. 300 000 autres survivent à la tragédie d'un exode interminable au Soudan.

120 000 soldats éthiopiens, dotés d'armements les plus sophistiqués et dirigés par des centaines d'officiers supérieurs soviétiques dont 13 généraux, tentent depuis un mois d'écraser notre peuple et sa révolution. Le FPLE reste intact et sa volonté de résister et de vaincre ne fléchira jamais face à l'agression de la Sainte Alliance.

Pour que les enfants érythréens aient d'autres «cadeaux» que le napalm pour Noël, nous en appelons à tous ceux qui sont épris de liberté, de justice et de paix à manifester leur solidarité avec notre peuple en ce moment crucial de son histoire.

20 000 tonnes de vivres et de lait en poudre, des médicaments, des vêtements, des tentes et des couvertures sont d'une urgence immédiate.

Paris le 10 décembre 1978
Front Populaire de Libération
(FPLE)

Envoyer vos dons à cette adresse :
50 rue du Faubourg St Antoine
Téléphone : 30. 50 32

CCF N° 091 540 9/80